

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Saint-Constant | 67035 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Geneviève Pelletier, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Saint-Constant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature

✓ 

Date 10 mai 2022

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	42
Analyse des charges consolidées	54

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Saint-Constant

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Saint-Constant (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2021 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850
Granby, 10 mai 2022

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	37 910 222	37 629 533	36 800 384
Compensations tenant lieu de taxes	2	414 913	422 741	463 707
Quotes-parts	3		277 030	286 250
Transferts	4	1 008 531	3 853 437	11 819 332
Services rendus	5	3 244 172	3 724 884	2 232 611
Imposition de droits	6	2 653 500	5 569 987	3 383 849
Amendes et pénalités	7	1 661 045	1 443 619	1 357 239
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	277 294	346 999	245 165
Autres revenus	10	2 933 781	347 552	816 197
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	50 103 458	53 615 782	57 404 734
Charges				
Administration générale	14	8 416 356	8 392 426	8 189 879
Sécurité publique	15	10 854 453	12 367 940	10 562 733
Transport	16	7 908 405	10 257 666	10 415 476
Hygiène du milieu	17	6 362 670	8 708 980	9 228 090
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 309 369	1 226 844	1 315 197
Loisirs et culture	20	6 142 002	7 952 858	6 891 825
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 867 666	2 566 862	2 308 936
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	43 860 921	51 473 576	48 912 136
Excédent (déficit) de l'exercice	25	6 242 537	2 142 206	8 492 598
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		130 528 541	122 035 943
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		130 528 541	122 035 943
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		132 670 747	130 528 541

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	11 958 684	6 170 589
Débiteurs (note 5)	2	26 972 244	29 781 721
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	341 212	331 426
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	34 600	36 600
Autres actifs financiers (note 9)	7	22 041	22 041
	8	39 328 781	36 342 377
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	9 000 000	10 403 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	13 000 265	14 792 442
Revenus reportés (note 12)	12	3 867 497	2 399 702
Dette à long terme (note 13)	13	110 868 856	97 805 227
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 741 312	1 540 869
Autres passifs (note 14)	15		
	16	138 477 930	126 941 240
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(99 149 149)	(90 598 863)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	230 644 871	220 653 435
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	215 242	228 742
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	959 783	245 227
	23	231 819 896	221 127 404
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	132 670 747	130 528 541
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 242 537	2 142 206	8 492 598
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	19 265 210)	28 130 381)
Produit de cession	3		1 416 316	156 146
Amortissement	4		8 020 029	7 196 870
(Gain) perte sur cession	5		(162 571)	(75 215)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(9 991 436)	(20 852 580)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		13 500	32 654
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(714 556)	101 132
	13		(701 056)	133 786
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	6 242 537	(8 550 286)	(12 226 196)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(90 598 863)	(78 372 667)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(90 598 863)	(78 372 667)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(99 149 149)	(90 598 863)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 142 206	8 492 598
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	8 020 029	7 196 870
Autres			
▪ Gain cession / Réd valeur	3	(136 223)	14 840
▪ Contribution des promoteurs	4		(536 036)
	5	10 026 012	15 168 272
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 809 477	(2 523 061)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(205 560)	(1 093 119)
Revenus reportés	9	1 467 795	178 242
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	202 443	159 524
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	13 500	32 654
Autres actifs non financiers	13	(714 556)	101 132
	14	13 599 111	12 023 644
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(20 851 827)	(26 132 114)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	1 416 316	156 146
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(19 435 511)	(25 975 968)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(73 267)	(52 408)
Remboursement ou cession	21	37 133	51 284
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24	(36 134)	(1 124)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	24 457 006	35 344 673
Remboursement de la dette à long terme	26	(11 450 720)	(6 395 033)
Variation nette des emprunts temporaires	27	(1 403 000)	(10 185 277)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	57 343	(124 458)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	11 660 629	18 639 905
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	5 788 095	4 686 457
Solde déjà établi	33	6 170 589	1 484 132
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	6 170 589	1 484 132
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	11 958 684	6 170 589

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Constant (ci-après la « Ville ») est constituée et régie en vertu de la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la municipalité comprend l'organisme paramunicipal suivant dans la proportion indiquée :

Complexe Aquatique de Saint-Constant inc. : 100 %

b) Partenariats

La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

- Régie d'Assainissement des Eaux du Bassin de La Prairie	22,04 %
- Régie Intermunicipale de Police Roussillon	23,83 %
- TARSO Inc. (Transport Adapté Rive-Sud Ouest)	25,19 %
- Régie intermunicipale d'incendie de Saint-Constant et Sainte-Catherine	67,50 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

*Immobilisations corporelles*Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes de l'amortissement linéaire et dégressif aux périodes et taux suivants :

Infrastructures:	20 à 40 ans
Bâtiments:	40 ans
Véhicules:	3 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau:	20%, 3 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers:	3 à 20 ans
Améliorations locatives:	Durée du bail

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Les régimes de retraite des élus municipaux auxquels participent la Ville, la Régie intermunicipale de police Roussillon et la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c.15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (ci-après la « Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville et de la Régie de Police en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif sur une période de cinq années.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

- Mesures d'allégement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :
 - Avantages sociaux futurs :
 - * Déficit initial au 1er janvier 2007 :
 - Régimes capitalisés et non capitalisés: sur la durée moyenne estimative

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

* Coûts liés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

* Perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : aucune méthode d'amortissement définie n'a présentement été déterminée. Le tout doit être totalement amorti sur une période maximale correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants, soit avant le 31 décembre 2026;

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	11 498 842	5 712 395
Découvert bancaire	2 ()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	459 842	458 194
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	11 958 684	6 170 589
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	3 930 020	3 148 473
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	5 066 042	1 402 973

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées à la trésorerie et les équivalents de trésorerie des partenariats auxquels la Ville participe.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	1 938 684	2 483 222
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	16 242 740	18 606 835
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	3 457 820	5 443 585
Organismes municipaux	15	1 189 274	106 993
Autres			
▪ Autres	16	1 543 726	1 602 516
▪ Droits de mutation	17	2 600 000	1 538 570
	18	26 972 244	29 781 721
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	12 876 421	12 423 898
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	12 876 421	12 423 898
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	842 715	838 111

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,34 % à 3,72 % (2,41 % à 3,72 % au 31 décembre 2020) et viennent à échéance au plus tard en 2041.

6. Prêts

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	341 212	331 426
Autres placements	31		
	32	341 212	331 426
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Les placements à titre d'investissement sont constitués d'une participation de la Ville dans le fonds de garantie de la franchise collective en responsabilité civile et en biens de l'Union des municipalités du Québec et d'une participation au fonds des municipalités pour la biodiversité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

8. Avantages sociaux futurs

	2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35 (889 522)	(740 604)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36 (817 190)	(763 665)
	37 (1 706 712)	(1 504 269)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38 1 391 904	1 334 575
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39 85 458	79 143
Régimes à cotisations déterminées	40	
Autres régimes (REER et autres)	41 188 268	194 480
Régimes de retraite des élus municipaux	42 50 764	61 167
	43 1 716 394	1 669 365

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieur du Québec par des associations d'employés.

Dans son jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que le Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque la Ville et la Régie intermunicipale de police Roussillon n'ont pas suspendu l'indexation des participants retraités dans le cadre de l'application de la Loi RRSM, ce jugement n'a aucun impact sur les régimes.

9. Autres actifs financiers

	2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45 22 041	22 041
	46 22 041	22 041

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie de marges de crédit pour un montant de 6 000 000 \$ pour les activités de fonctionnement et de 25 000 000 \$ pour les activités d'investissement, portant intérêt au taux préférentiel moins 0,5 % (1,95 %; taux préférentiel moins 1,25 % (1,20 %) au 31 décembre 2020) et renouvelable en janvier 2024. La ville a également accès à des acceptations bancaires pour le financement de ses activités d'investissement au taux des acceptations bancaires plus 0,5 % (0,95 %).

La régie intermunicipale de police Roussillon bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 1 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,15 % (2,30 % aux 31 décembre 2021 et 2020) et renouvelable annuellement. Cette marge de crédit est utilisée pour les opérations courantes.

La Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie bénéficie d'emprunts temporaires autorisés d'un montant total autorisé de 7 500 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 0,25 % (2,70% aux 31 décembre 2021 et 2020) et renouvelables annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour les investissements de la Régie.

La Régie intermunicipale d'incendie de Saint-Constant et Saint-Catherine bénéficie de marges de crédit d'un montant autorisé de 500 000 \$ pour les activités de fonctionnement et d'un montant autorisé de 1 698 000 \$ pour les activités d'investissement. Ces marges portent intérêt au taux préférentiel (2,45 % aux 31 décembre 2021 et 2020) et sont renouvelables annuellement.

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	5 399 158	4 893 617
Salaires et avantages sociaux	48	2 280 349	2 354 061
Dépôts et retenues de garantie	49	3 913 873	5 613 429
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Gouvernement du Canada	51	17 238	14 733
▪ Gouvernement du Québec	52	180 691	152 898
▪ Organismes municipaux	53	148 585	782 522
▪ Intérêts courus sur dette LT	54	765 788	754 618
▪ Autres courus et passifs	55	294 583	226 564
	56	13 000 265	14 792 442

Note

Au cours de l'exercice, la ville a acquis des immobilisations corporelles, dont un montant de 5 740 392 \$ (7 327 009 \$ au 31 décembre 2020) est inclus dans les fournisseurs et dépôts et retenues de garantie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	875 297	674 584
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	616 973	276 306
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Transferts	69	921 474	276 359
▪ Industries (RAEBLP)	70	1 199 806	1 172 453
▪ Autres	71	253 947	
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	3 867 497	2 399 702

Note**13. Dette à long terme**

	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	3,00	2022	2036	77	111 585 388	98 579 102
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres					84		
					85	111 585 388	98 579 102
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(716 532)	(773 875)
					87	110 868 856	97 805 227

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2022	88		15 743 366			15 743 366
2023	89		16 742 875			16 742 875
2024	90		21 410 737			21 410 737
2025	91		15 962 691			15 962 691
2026	92		17 874 714			17 874 714
2027 et plus	93		23 851 005			23 851 005
	94		111 585 388			111 585 388
Intérêts et frais accessoires	95		()		()	
	96		111 585 388			111 585 388

Note

14. Autres passifs

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	56 539 936	1 421 218	2 696 451	55 264 703
Eaux usées	105	67 526 676	1 619 109	3 103 473	66 042 312
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	83 121 544	6 265 139	3 076 477	86 310 206
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	107	12 629 668	4 315 103	54 791	16 889 980
▪ Autres	108	7 261 306	996 312	5 120	8 252 498
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	27 425 206	30 638 298	6 604 459	51 459 045
Améliorations locatives	111	42 931			42 931
Véhicules	112	5 887 721	104 755	104 257	5 888 219
Ameublement et équipement de bureau	113	3 230 379	526 315	820 960	2 935 734
Machinerie, outillage et équipement divers	114	4 262 957	295 150	2 854	4 555 253
Terrains	115	7 571 050	518 601	110 160	7 979 491
Autres	116				
	117	275 499 374	46 700 000	16 579 002	305 620 372
Immobilisations en cours	118	40 463 102	(27 434 790)		13 028 312
	119	315 962 476	19 265 210	16 579 002	318 648 684
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	17 367 952	1 088 564	2 696 451	15 760 065
Eaux usées	121	30 402 816	1 633 698	3 103 473	28 933 041
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	23 152 693	2 313 603	3 076 477	22 389 819
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	123	5 213 799	607 195	54 791	5 766 203
▪ Autres	124	2 441 800	380 376	5 120	2 817 056
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	10 245 382	1 006 337	5 495 408	5 756 311
Améliorations locatives	127	27 559	2 406		29 965
Véhicules	128	2 138 990	368 081	104 257	2 402 814
Ameublement et équipement de bureau	129	2 156 144	298 004	786 426	1 667 722
Machinerie, outillage et équipement divers	130	2 161 906	321 765	2 854	2 480 817
Autres	131				
	132	95 309 041	8 020 029	15 325 257	88 003 813
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	220 653 435			230 644 871
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	()	()	()	()
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

	2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137	
Immeubles industriels municipaux	138	
Autres	139	
	140	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	154	959 783	245 227
▪	155		
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	959 783	245 227

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats et ententes échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2026, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme de 4 400 431 \$. Pour pourvoir à ses engagements, la Ville devra prévoir pour les

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

cing prochains exercices financiers les sommes approximatives suivantes :

2022:	2 744 709 \$
2023:	740 249 \$
2024:	522 373 \$
2025:	330 600 \$
2026:	62 500 \$

La Ville s'est engagée via la Régie d'Assainissement des Eaux du Bassin de La Prairie à verser un montant de 1 699 315 \$ pour la gérance de l'exploitation des ouvrages de l'assainissement, un montant de 1 600 000 \$ pour l'évacuation, le transport et l'élimination des boues, un montant de 256 162 \$ pour des analyses de laboratoire et un montant de 2 389 094 \$ pour l'achat de produits chimiques et autres engagements. Ces contrats échoient à différentes dates de 2022 à 2024.

La Ville s'est engagée via la Régie Intermunicipale de Police Roussillon à verser un montant de 565 526 \$ pour des contrats d'entretien, de soutien informatique et de location d'équipements. Ces contrats échoient à différentes dates de 2022 à 2024.

La Ville s'est engagée via la Régie Intermunicipale d'incendie de Saint-Constant et Sainte-Catherine à verser un montant de 1 491 992 \$ pour divers contrats. Ces contrats échoient à différentes dates de 2022 à 2025.

La Ville s'est engagée via le Centre Aquatique Saint-Constant inc. à verser un montant de 1 930 \$ pour l'utilisation d'un logiciel informatique. Ce contrat vient à échéance en 2022.

20. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 2 339 814 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de 249 858 \$ en 2022, 237 054 \$ en 2023, 223 895 \$ en 2024, 210 369 \$ en 2025, 196 467 \$ en 2026 et 1 222 171 \$ pour les années 2027 et suivantes.

La Ville a également conclu des contrats de location de locaux échéant à différentes dates jusqu'en 2029, prévoyant la perception de loyers totalisant 3 704 747 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 1 010 783 \$ en 2022, à 457 692 \$ en 2023, à 461 788 \$ en 2024, à 465 966 \$ en 2025 et à 470 228 \$ en 2026.

La Ville a aussi conclu des conventions de location pour des sites de télécommunications échéant à différentes dates jusqu'en 2035, prévoyant des revenus de loyers totalisant 2 529 340 \$. Les sommes qui seront perçues au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 197 357 \$ en 2022, à 193 018 \$ en 2023, à 194 808 \$ en 2024, à 196 650 \$ en 2025 et à 186 257 \$ en 2026.

La ville a également conclu une entente pour l'exploitation d'éoliennes avec une société d'énergie qui s'est engagée à verser des redevances jusqu'en 2032

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

totalisant 406 976 \$. Les sommes qui seront perçues au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 34 167 \$ en 2022, à 34 706 \$ en 2023, à 35 255 \$ en 2024, 35 812 \$ en 2025 et à 36 378 \$ en 2026.

La régie intermunicipale d'incendie de Saint-Constant et Sainte-Catherine a conclu une entente de desserte en matière de sécurité incendie avec la ville de Delson échéant en décembre 2024, prévoyant la perception d'une contribution financière totalisant 2 318 175 \$. Les revenus à percevoir au cours des prochains exercices s'élèvent à 750 000 \$ en 2022, à 772 500 \$ en 2023 et à 795 675 \$ en 2024.

La Régie d'assainissement des eaux du bassin de Laprairie reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 2 349 814 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de 63 537 \$ en 2022, 52 633 \$ en 2023, 41 530 \$ en 2024, 30 223 \$ en 2025, 18 708 \$ en 2026 et 14 051 \$ pour les années 2027 et suivantes.

Autres

En décembre 2021, le conseil d'administration de la Régie d'assainissement des eaux du bassin de Laprairie a adopté le règlement 2021-03 décrétant la réalisation de travaux correctifs sur l'usine de biométhanisation et les équipements connexes de la station d'épuration de la RAEBL et un emprunt de 11 630 799 \$.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se compensent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
160			

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté (MRC) du Roussillon. Au 31 décembre 2021, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 819 846 \$.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Au 31 décembre 2021, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 155 815 \$.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de l'Autorité régionale de transport métropolitain et de EXO. Au 31

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

décembre 2021, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 439 000 \$ et 1 873 130 \$ respectivement.

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

La Ville fait l'objet d'une mise en demeure pour un montant d'environ 1 106 629 \$ par un entrepreneur pour des coûts additionnels non prévus au contrat. La direction est d'avis que cette mise en demeure est non fondée et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de poursuites contre la Régie intermunicipale de police du Roussillon :

- La Régie est poursuivie pour une somme de 1 937 408 \$ en plus de l'intérêt au taux légal et l'indemnité additionnelle, plus les frais de justice. Cette réclamation est entre les mains des assurances de la Régie pour un montant de 1 866 408 \$.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de poursuites contre la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie :

- Une poursuite de 877 785 \$ réclamée par un entrepreneur pour des coûts additionnels vu la prolongation du chantier. Il n'est pas possible présentement de prévoir l'issue de cette réclamation et le montant que la Régie pourrait être appelée à payer.

- Un autre entrepreneur a également intenté une poursuite de 2 600 000 \$ pour la récupération de coûts additionnels pour la même raison. Il n'est pas possible présentement de prévoir l'issue de cette réclamation et le montant que la Régie pourrait être appelée à payer.

- De plus, une poursuite en dommages a été intentée contre la Régie pour le non-paiement des retenues dans le cadre du contrat de biométhanisation. Les retenues à payer réclamées totalisent un montant 2 316 960 \$ et un montant de 50 000 \$ est également demandé pour les dommages. Au 31 décembre 2021, les états financiers de la Régie incluent un montant de 2 316 960 \$ relativement aux retenues à payer sur ce contrat. Il n'est pas possible présentement de prévoir l'issue de cette réclamation et le montant que la Régie pourrait être appelée à payer.

D) Autres

Griefs

Des avis de griefs alléguant le non respect de la convention collective ont été déposés par le syndicat des policiers de la Régie intermunicipale de police Roussillon pour un montant total indéterminé. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ces griefs, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les partenariats, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

25. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

26 Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital autorisé est fixé à 1 707 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximale de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

27 Flux de trésorerie

Les intérêts payés au cours de l'exercice : 2 204 339 \$ (1 843 489 \$ en 2020)
Les intérêts reçus au cours de l'exercice : 346 999 \$ (245 165 \$ en 2020)

28 Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres de l'exercice 2020 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2021.

29 Événement postérieur à la date de l'état de la situation financière

À compter du 1er janvier 2022, une ville supplémentaire sera ajoutée à l'entente de la Régie Intermunicipale de Saint-Constant et Sainte-Catherine à titre de ville participante ayant pour impact l'intégration d'actifs et de personnel à la régie. Une variation du taux de consolidation sera appliquée au rapport financier consolidé de 2022.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	36 800 384	37 910 222	37 629 533			37 629 533
Compensations tenant lieu de taxes	2	463 707	414 913	422 741			422 741
Quotes-parts	3					11 047 377	277 030
Transferts	4	3 450 634	889 232	925 472		399 913	1 137 885
Services rendus	5	1 409 316	2 503 653	1 902 809		2 003 708	3 724 884
Imposition de droits	6	3 352 261	2 653 500	5 517 288			5 517 288
Amendes et pénalités	7	627 553	821 000	689 076		754 543	1 443 619
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	215 114	253 306	327 846		19 153	346 999
Autres revenus	10	339 979	2 718 983	353 075		(50 309)	302 766
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	46 658 948	48 164 809	47 767 840		14 174 385	50 802 745
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	8 186 749	94 000	2 715 552			2 715 552
Imposition de droits	16	31 588	214 000	52 699			52 699
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	536 036					
Autres	18			44 786			44 786
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	8 754 373	308 000	2 813 037			2 813 037
	22	55 413 321	48 472 809	50 580 877		14 174 385	53 615 782
Charges							
Administration générale	23	7 719 903	8 459 502	7 898 677	493 749		8 392 426
Sécurité publique	24	9 654 806	9 868 762	9 865 599	2 213	11 981 181	12 367 940
Transport	25	7 494 491	7 537 087	7 270 775	2 986 646	245	10 257 666
Hygiène du milieu	26	6 456 197	6 325 491	5 842 192	2 519 551	1 636 531	8 708 980
Santé et bien-être	27						
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 293 413	1 309 369	1 204 952	21 892		1 226 844
Loisirs et culture	29	6 021 402	6 426 752	6 464 597	1 266 378	889 883	7 952 858
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	2 077 188	2 625 406	2 361 148		205 714	2 566 862
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	6 553 278		7 290 429	(7 290 429)		
	34	47 270 678	42 552 369	48 198 369		14 713 554	51 473 576
Excédent (déficit) de l'exercice	35	8 142 643	5 920 440	2 382 508		(539 169)	2 142 206

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>Réalisations 2020</u>	<u>Budget 2021</u>	<u>Réalisations 2021</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
					<u>Total consolidé¹</u>	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 142 643	5 920 440	2 382 508	(539 169)	2 142 206
Moins : revenus d'investissement	2	(8 754 373)	(308 000)	(2 813 037)	()	(2 813 037)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(611 730)	5 612 440	(430 529)	(539 169)	(670 831)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	6 553 278		7 290 429	729 600	8 020 029
Produit de cession	5	136 488		1 402 909	13 407	1 416 316
(Gain) perte sur cession	6	(107 588)		(149 164)	(13 407)	(162 571)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	6 582 178		8 544 174	729 600	9 273 774
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	51 284		37 133		37 133
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	90 055		26 348		26 348
	15	141 339		63 481		63 481
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			182 854	22 275	205 129
Remboursement de la dette à long terme	17	(4 157 241)	(5 503 769)	(5 461 640)	(638 037)	(6 099 677)
	18	(4 157 241)	(5 503 769)	(5 278 786)	(615 762)	(5 894 548)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(516 232)		(525 209)	(131 772)	(656 981)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	452 607		334 291	38 747	373 038
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 747 876	1 466 170	1 466 170	395 127	1 861 297
Réserves financières et fonds réservés	22	(427 760)	(1 574 841)	(440 081)	(98 424)	(538 505)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	182 854		(182 854)	84 304	(98 550)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	1 439 345	(108 671)	652 317	287 982	940 299
	26	4 005 621	(5 612 440)	3 981 186	401 820	4 383 006
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 393 891		3 550 657	(137 349)	3 712 175

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalizations 2020		Réalizations 2021	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	8 754 373	2 813 037	2 813 037
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2	(1 349 241)	(166 146)	(166 146)
Sécurité publique	3	()	(259 175)	(259 175)
Transport	4	(8 055 101)	(7 240 042)	(7 240 042)
Hygiène du milieu	5	(4 086 644)	(2 993 074)	(70 504)
Santé et bien-être	6	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(4 334)	(22 416)	(22 416)
Loisirs et culture	8	(14 287 287)	(8 488 493)	(25 360)
Réseau d'électricité	9	()	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()	()
	11	(27 782 607)	(18 910 171)	(355 039)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13	(52 408)	(73 267)	(73 267)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	24 691 993	17 273 734	1 124 483
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	516 232	525 209	131 772
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16		451 380	451 380
Excédent de fonctionnement affecté	17		165 792	165 792
Réserves financières et fonds réservés	18	555 900	539 708	106 478
	19	1 072 132	1 516 297	404 042
	20	(2 070 890)	(193 407)	1 173 486
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	6 683 483	2 619 630	1 173 486

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021	2021	Total
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 022 116	8 000 433	3 958 251	11 958 684
Débiteurs (note 5)	2	27 233 578	24 711 696	2 848 103	26 972 244
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	331 426	341 212		341 212
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	36 600	34 600		34 600
Autres actifs financiers (note 9)	7			22 041	22 041
	8	30 623 720	33 087 941	6 828 395	39 328 781
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	10 403 000	9 000 000		9 000 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	13 017 123	11 766 416	2 120 271	13 000 265
Revenus reportés (note 12)	12	1 223 846	2 413 744	1 510 037	3 867 497
Dettes à long terme (note 13)	13	92 128 212	104 747 824	6 121 032	110 868 856
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			1 741 312	1 741 312
Autres passifs (note 14)	15				
	16	116 772 181	127 927 984	11 492 652	138 477 930
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(86 148 461)	(94 840 043)	(4 664 257)	(99 149 149)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	206 570 252	216 936 249	13 708 622	230 644 871
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	221 639	185 349	29 893	215 242
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	106 740	851 123	164 944	959 783
	23	206 898 631	217 972 721	13 903 459	231 819 896
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	4 018 893	6 783 880	(4 811)	7 077 936
Excédent de fonctionnement affecté	25	1 483 413	17 243	1 182 062	1 199 305
Réserves financières et fonds réservés	26	433 269	333 643	140 816	474 459
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(460 282)	(452 330)	1 960 236	2 412 566
Financement des investissements en cours	28	(10 753 116)	(8 133 488)	1 256 167	(6 877 321)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	126 027 993	124 583 730	8 625 204	133 208 934
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	120 750 170	123 132 678	9 239 202	132 670 747
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	10 189 174	9 765 217	17 811 094	16 619 605
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	2 678 611	2 482 791	4 618 404	4 398 094
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	250 000	275 000		
Autres biens et services	8	10 842 442	10 354 321	13 520 440	12 610 822
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	2 104 157	1 828 802	1 828 802	1 689 414
D'autres organismes municipaux	10			132 055	60 759
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	213 430	260 124	273 168	271 310
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	307 819	272 222	332 837	287 453
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	15 673 243	15 151 383	4 381 036	4 632 205
Transferts	15				366 570
Autres	16				
Autres organismes					
Transferts	17				
Autres	18	227 800	146 496	180 319	303 318
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		7 290 429	8 020 029	7 196 870
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21	65 693	371 584	375 392	475 716
	22				
	23				
	24	42 552 369	48 198 369	51 473 576	48 912 136

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	7 077 936	4 866 437
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 199 305	2 481 827
Réserves financières et fonds réservés	3	474 459	559 865
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(2 412 566)	(2 365 004)
Financement des investissements en cours	5	(6 877 321)	(10 670 434)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	133 208 934	135 655 850
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	132 670 747	130 528 541
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	6 783 880	4 018 893
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	294 056	847 544
	11	7 077 936	4 866 437
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget suivant	12		1 466 170
▪ Déneigement	13	17 243	17 243
▪	14		
▪	15		
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	17 243	1 483 413
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Régie de Police	22	726 044	579 914
▪ Régie d'Incendie	23	456 018	418 500
▪	24		
	25	1 182 062	998 414
	26	1 199 305	2 481 827

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	184 776
Organismes contrôlés et partenariats	38	83 332
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	148 867
Organismes contrôlés et partenariats	40	57 484
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	474 459
	48	559 865
	47	474 459
	48	559 865

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	29 551)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	9 532)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ()(
Autres	53 (	1 236 498)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 (	178 757)(
	55 (	1 454 338)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ()(
Assainissement des sites contaminés	57 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()(
Autres		
▪	59 ()(
▪	60 ()(
	61 (	1 454 338)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ()(
Utilisation du fonds de roulement	63 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ()(
Utilisation du fonds de roulement	65 ()(
Autres		
▪	66 ()(
▪	67 ()(
	68 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ()(
Mesure relative à la COVID-19	70 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	71 (	54 149)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ()(
Autres		
▪ Régie de Police	73 (	463 039)(
▪ QDLG et jugement 2020	74 (	452 330)(
	75 (	969 518)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	11 290
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	16 848
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪	80	
	81	11 290
	82 (	2 412 566)(
		2 365 004)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	83 2 504 238	1 013 851
Investissements à financer	84 (9 381 559)	(11 684 285)
	85 (6 877 321)	(10 670 434)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 230 644 871	220 653 435
Propriétés destinées à la revente	87	
Prêts	88	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89 341 212	331 426
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91 230 986 083	220 984 861
Ajustements aux éléments d'actif	92	
	93 230 986 083	220 984 861
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 (110 868 856)	97 805 227)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (716 532)	(773 875)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 12 876 421	12 423 898
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97 568 288	373 436
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98 463 038	534 054
	99 (97 677 641)	(85 247 714)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 (99 508)	(81 297)
	101 (97 777 149)	(85 329 011)
	102 133 208 934	135 655 850

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime est offert à l'ensemble des salariés et est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire final à la retraite.

En bref, le Régime est à prestations déterminées et les cotisations salariales des participants s'élèvent à 9,25 % du salaire. Les cotisations annuelles de la Ville et des employés ne peuvent être inférieures à 9,25 % du salaire. La rente de retraite est constituée d'une rente viagère pour le service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente viagère est égale à 2 % du salaire final multiplié par le nombre d'années de participation. Le salaire final correspond au salaire annuel moyen des cinq dernières années de service. La date de la plus récente évaluation actuarielle sur base de comptabilité est le 31 décembre 2019.

Voir également la note 2 F) et la note 8 des notes complémentaires.

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (740 604)	(629 575)
Charge de l'exercice	4 (1 391 904)	(1 334 575)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 242 986	1 223 546
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (889 522)	(740 604)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 36 810 225	32 518 875
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (38 684 062)	(34 371 742)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (1 873 837)	(1 852 867)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 984 315	1 112 263
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (889 522)	(740 604)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (889 522)	(740 604)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 2	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 23 537 225	21 622 875
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (25 411 061)	(23 475 742)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (1 873 836)	(1 852 867)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	2 913 040	2 806 582
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	2 913 040	2 806 582
Cotisations salariales des employés	21 (	1 458 537)	(1 405 240)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	268 000)	(245 000)
	23	1 186 503	1 156 342
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	164 222	132 312
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	1 350 725	1 288 654
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	1 882 245	1 689 093
Rendement espéré des actifs	33 (	1 841 066)	(1 643 172)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	41 179	45 921
Charge de l'exercice	35	1 391 904	1 334 575
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	2 311 019	1 962 055
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	1 841 066)	(1 643 172)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	469 953	318 883
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(202 226)	(419 093)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	379 190	539 410
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	38 305 357	32 882 948
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	1 660 548	1 852 865
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	2 496 262	2 890 776
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	19	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,50 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,50 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,25 %	2,25 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Régie intermunicipale de police Roussillon

L'employeur s'engage à verser une prime au syndicat pour tout policier retraité jusqu'à l'âge de 65 ans. Cette prime correspond à 5 % du dernier salaire gagné avant la retraite. L'employeur assume les frais d'assurance-vie de base pour un montant de 25 000 \$ et de l'assurance santé de tout employé cadre retraité au cours de la période pendant laquelle il a droit à la prestation de retraite temporaire (depuis la retraite anticipée jusqu'à la date normale de retraite). De plus, pour les retraites à compter du 1er janvier 2017, l'employeur assume également les frais pour la couverture dentaire et les soins de la vue. Le coût de l'employeur ne devra pas dépasser toutefois celui consenti aux policiers syndiqués (5 % du dernier salaire gagné avant la retraite).

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (763 665)	(715 170)
Charge de l'exercice	56 (85 458)	(79 143)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 31 933	30 648
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (817 190)	(763 665)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (926 552)	(966 588)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (926 552)	(966 588)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 109 362	202 923
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (817 190)	(763 665)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (817 190)	(763 665)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 49 568	43 849
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 49 568	43 849
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 49 568	43 849
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 15 109	12 297
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 64 677	56 146
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 20 781	22 997
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 20 781	22 997
Charge de l'exercice	87 85 458	79 143
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 78 452	(48 639)
Prestations versées au cours de l'exercice	92 31 934	30 647
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 17	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,78 %	2,13 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 2,13 %	2,59 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 2,50 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 6,00 %	6,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 6,00 %	6,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2020
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

Régie intermunicipale d'incendie de Saint-Constant et Sainte-Catherine

Les employés pompiers participent à un régime de retraite simplifié où l'employeur et l'employé cotisent chacun 9,25 % du salaire régulier de l'employé.

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115	188 268	194 480
REER	116		
Autres régimes	117		
	118	188 268	194 480

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	8	8

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	15 063	17 871
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	50 764	61 167
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123	50 764	61 167
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	27 365 683	27 032 569	26 490 006
Taxes spéciales				
Service de la dette	2		43	38 820
Activités de fonctionnement	3	501 084	513 117	506 688
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10	105 113	39 422	40 823
	11	27 971 880	27 585 151	27 076 337
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	2 863 184	2 910 550	2 901 556
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	2 181 479	2 247 735	2 183 266
Matières résiduelles	15	2 618 162	2 643 961	2 625 413
Autres				
▪ Cours d'eau	16		(3 878)	96 657
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	130 000	140 293	134 837
Service de la dette	20	2 145 517	2 105 721	1 782 318
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	9 938 342	10 044 382	9 724 047
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	9 938 342	10 044 382	9 724 047
	29	37 910 222	37 629 533	36 800 384

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	4 467	4 492	4 466
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34	4 467	4 492	4 466
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35			
Cégeps et universités	36			
Écoles primaires et secondaires	37	391 892	399 429	440 687
	38	391 892	399 429	440 687
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	396 359	403 921	445 153
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45			
Taxes d'affaires	46			
	47			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48	18 554	18 820	18 554
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50	18 554	18 820	18 554
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	414 913	422 741	463 707

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55	10 000	10 000	
Sécurité publique				
Police	56		128 926	6 025
Sécurité incendie	57			
Sécurité civile	58			10 000
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	117 718	133 756	187 569
Enlèvement de la neige	61	124 392	134 044	100 717
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			68 321
Transport adapté	64		245	151 955
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69	7 470	7 470	78 746
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70		14 370	20 801
Réseau de distribution de l'eau potable	71			
Traitement des eaux usées	72			
Réseaux d'égout	73			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			5 963
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85	120 000	43 807	29 080
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	104 135	167 201	87 458
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	89 800	96 561	122 761
Autres	91	94 913	101 829	87 205
Réseau d'électricité	92			
	93	658 428	694 668	956 601

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	94		3 918	23 778
Sécurité publique				
Police	95			
Sécurité incendie	96			
Sécurité civile	97			
Autres	98			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	99	94 000	698 376	1 524 291
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	102			
Transport adapté	103			
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			
Transport par eau	107			
Autres	108			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109			
Réseau de distribution de l'eau potable	110		378 343	278 158
Traitement des eaux usées	111			
Réseaux d'égout	112		397 240	1 030 312
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			
Autres	120			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	124			
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126			
Autres	127			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	128	1 190 005	1 190 005	5 330 210
Activités culturelles				
Bibliothèques	129	47 670	47 670	
Autres	130			
Réseau d'électricité	131			
	132	94 000	2 715 552	8 186 749

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2021	2021	2021	2020
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137			
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140			
Dotations spéciales de fonctionnement	141	230 804	230 804	230 804
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			
	144	230 804	230 804	43 244
				2 437 656
TOTAL DES TRANSFERTS	145	983 232	3 641 024	3 853 437
				11 819 332

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	146			
Évaluation	147			
Autres	148	34 177	34 177	
	149	34 177	34 177	
Sécurité publique				
Police	150			
Sécurité incendie	151		936 626	114 704
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154		936 626	114 704
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156	10 105	12 521	13 602
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160	10 105	12 521	13 602
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161			
Réseau de distribution de l'eau potable	162	49 107	38 658	56 968
Traitement des eaux usées	163	23 067	23 067	23 067
Réseaux d'égout	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173	72 174	61 725	80 035

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2021	2021	2021	2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPALUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social		174		
Autres		175		
		176		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage		177		
Rénovation urbaine		178		
Promotion et développement économique		179		
Autres		180		
		181		
Loisirs et culture				
Activités récréatives		182		
Activités culturelles				
Bibliothèques		183		
Autres		184		
		185		
Réseau d'électricité		186		
		187	82 279	108 423
			1 045 049	208 341

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	1 291 305	1 204 113	965 837
	191	1 291 305	1 204 113	965 837
Sécurité publique				
Police	192		157 056	129 065
Sécurité incendie	193		109 627	83 826
Sécurité civile	194			
Autres	195			
	196		266 683	212 891
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197			
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204			
	205			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206			
Réseau de distribution de l'eau potable	207			
Traitement des eaux usées	208		418 062	509 086
Réseaux d'égout	209			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210	4 000		20
Matières recyclables	211			
Autres	212			
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215			
	216	4 000	418 062	509 106

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2021	2021	2021	2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	550 969	156 694	357 398
Activités culturelles				69 826
Bibliothèques	227	33 600	7 762	7 762
Autres	228	541 500	425 817	425 817
	229	1 126 069	590 273	790 977
	230			336 436
Réseau d'électricité				
	231	2 421 374	1 794 386	2 679 835
	232	2 503 653	1 902 809	2 024 270
TOTAL DES SERVICES RENDUS				
				2 232 611

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	292 500	358 619	172 997
Droits de mutation immobilière	234	2 361 000	4 894 682	2 812 694
Droits sur les carrières et sablières	235	156 000	264 507	378 158
Autres	236	58 000	52 179	20 000
	237	2 867 500	5 569 987	3 383 849
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	821 000	689 076	1 357 239
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	253 306	327 846	245 165
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	2 616 053	149 164	75 215
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			536 036
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248			
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	102 930	248 697	204 946
	251	2 718 983	397 861	816 197
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	252			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	785 447	708 801	4 826	713 627	713 627	747 743
Greffe et application de la loi	2	1 824 856	1 556 597	3 958	1 560 555	1 560 555	1 295 380
Gestion financière et administrative	3	2 483 839	2 464 387	118 352	2 582 739	2 582 739	2 541 029
Évaluation	4	187 647	155 795		155 795	155 795	126 429
Gestion du personnel	5	373 239	384 258	1 356	385 614	385 614	314 937
Autres							
▪ Autres	6	2 804 474	2 628 839	365 257	2 994 096	2 994 096	3 164 361
▪	7						
	8	8 459 502	7 898 677	493 749	8 392 426	8 392 426	8 189 879
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	5 978 094	5 968 466		5 968 466	7 370 687	6 396 724
Sécurité incendie	10	3 672 514	3 672 514		3 672 514	4 770 421	4 009 267
Sécurité civile	11	69 211	68 193	2 213	70 406	70 406	56 711
Autres	12	148 943	156 426		156 426	156 426	100 031
	13	9 868 762	9 865 599	2 213	9 867 812	12 367 940	10 562 733
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 514 332	720 369	375 380	1 095 749	1 095 749	1 148 558
Enlèvement de la neige	15	1 152 785	1 239 021	33 328	1 272 349	1 272 349	1 282 496
Éclairage des rues	16	293 589	313 838	253 653	567 491	567 491	530 770
Circulation et stationnement	17	478 989	442 005	2 283 431	2 725 436	2 725 436	2 342 318
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 274 349	2 253 569		2 253 569	2 253 814	2 402 029
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	1 823 043	2 301 973	40 854	2 342 827	2 342 827	2 709 305
	22	7 537 087	7 270 775	2 986 646	10 257 421	10 257 666	10 415 476

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 341 742	1 440 420		1 440 420	3 958 395	3 701 424
Réseau de distribution de l'eau potable	24	799 784	664 127	1 088 564	1 752 691	664 127	883 539
Traitement des eaux usées	25	1 305 342	1 298 225		1 298 225	1 645 462	1 668 280
Réseaux d'égout	26	723 779	602 903	1 429 411	2 032 314	602 903	781 979
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	280 547	234 357		234 357	234 357	241 311
Élimination	28	368 309	289 865		289 865	289 865	474 373
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	191 105	(17 517)	1 576	(15 941)	(15 941)	150 767
Tri et conditionnement	30	122 894	(11 264)		(11 264)	(11 264)	87 845
Matières organiques							
Collecte et transport	31	270 991	270 939		270 939	270 939	263 249
Traitement	32	310 577	310 518		310 518	310 518	280 999
Matériaux secs	33	338 546	588 077		588 077	588 077	684 032
Autres							
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau							
Protection de l'environnement	38	262 635	171 542		171 542	171 542	10 292
Autres	39	9 240					
	40	6 325 491	5 842 192	2 519 551	8 361 743	8 708 980	9 228 090
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44						

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 309 369	1 204 952	21 892	1 226 844	1 226 844	1 265 368
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48						49 829
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51						
	52	1 309 369	1 204 952	21 892	1 226 844	1 226 844	1 315 197
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	531 668	507 970	214 200	722 170	722 170	755 375
Patinoires intérieures et extérieures	54	943 236	879 500	89 341	968 841	968 841	980 011
Piscines, plages et ports de plaisance	55	376 156	771 247	244 299	1 015 546	1 237 429	310 620
Parcs et terrains de jeux	56	2 161 819	2 024 705	563 752	2 588 457	2 588 457	2 707 925
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	608 141	569 112		569 112	569 112	470 314
	60	4 621 020	4 752 534	1 111 592	5 864 126	6 086 009	5 224 245
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	510 402	659 536	16 090	675 626	675 626	581 843
Bibliothèques	62	688 851	675 466	115 709	791 175	791 175	729 263
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64			427	427	427	
Autres	65	606 479	377 061	22 560	399 621	399 621	356 474
	66	1 805 732	1 712 063	154 786	1 866 849	1 866 849	1 667 580
	67	6 426 752	6 464 597	1 266 378	7 730 975	7 952 858	6 891 825

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	2 317 587	2 088 926		2 215 509	2 000 440
Autres frais	70				18 516	21 043
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	25 000	2 000		61 959	68 918
Autres	72	282 819	270 222		270 878	218 535
	73	2 625 406	2 361 148		2 566 862	2 308 936
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75		7 290 429 (	7 290 429)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1 428 134	1 428 134	1 450 391
	Usines de traitement de l'eau potable	2		
	Usines et bassins d'épuration	123 151	193 655	92 110
	Conduites d'égout	1 434 378	1 434 378	2 582 626
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
	Chemins, rues, routes et trottoirs	5 630 274	5 630 274	6 109 290
	Ponts, tunnels et viaducs	7		
	Systèmes d'éclairage des rues	1 111 334	1 111 334	637 243
	Aires de stationnement	8 383	8 383	
	Parcs et terrains de jeux	5 148 975	5 148 975	2 301 243
	Autres infrastructures	11		126 647
	Réseau d'électricité	12		
Bâtiments				
	Édifices administratifs	4 566	8 384	935 336
	Édifices communautaires et récréatifs	2 910 399	2 910 399	12 495 044
	Améliorations locatives	15		
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun	16		
	Autres	17	104 755	210 071
	Ameublement et équipement de bureau	350 704	427 066	489 573
	Machinerie, outillage et équipement divers	241 272	340 872	700 807
	Terrains	518 601	518 601	
	Autres	21		
		22	18 910 171	19 265 210
				28 130 381

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	1 428 134	1 428 134	1 366 965
	Usines de traitement de l'eau potable	24		
	Usines et bassins d'épuration	123 151	193 655	92 110
	Conduites d'égout	1 434 378	1 434 378	2 397 391
	Autres infrastructures	11 898 966	11 898 966	8 898 673
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	28		83 426
	Usines de traitement de l'eau potable	29		
	Usines et bassins d'épuration	30		
	Conduites d'égout	31		185 235
	Autres infrastructures	32		275 750
	Autres immobilisations corporelles	4 025 542	4 310 077	14 830 831
		34	18 910 171	19 265 210
				28 130 381

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	188 405	22 275	4 330	206 350
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	24 125 870	2 038 246	1 643 683	24 520 433
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	61 840 929	17 538 576	5 397 321	73 982 184
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	86 155 204	19 599 097	7 045 334	98 708 967
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	12 423 898	1 527 824	1 075 301	12 876 421
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	12 423 898	1 527 824	1 075 301	12 876 421
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	12 423 898	1 527 824	1 075 301	12 876 421
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
Autres	15				
	16				
	17	12 423 898	1 527 824	1 075 301	12 876 421
	18	98 579 102	21 126 921	8 120 635	111 585 388
Dettes en cours de refinancement	19	()		()	
Reclassement / Redressement	20				
Dettes à long terme	21	98 579 102	21 126 921	8 120 635	111 585 388

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	105 430 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	9 376 436
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	148 867
Débiteurs	9	12 283 939
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	1 242 948
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	101 130 682
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	4 187 536
Endettement net à long terme	16	105 318 218
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	819 846
Communauté métropolitaine	18	155 815
Autres organismes	19	2 312 130
Endettement total net à long terme	20	108 606 009
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	108 606 009
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	1 033 225	1 033 106	847 199
Sécurité publique				
Police	4	5 896 085	5 896 085	91 688
Sécurité incendie	5	3 672 514	(8 771)	
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 274 349	2 253 569	2 239 137
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 305 342	1 298 225	23 013
Matières résiduelles	12	1 491 728	997 884	1 431 168
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	15 673 243	15 151 383	4 632 205

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1	42 786	140 152
Charges sociales	2	10 328	25 292
Biens et services	3	18 809 408	27 399 983
Frais de financement	4	47 649	217 180
Autres	5		
	6	18 910 171	27 782 607

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	34,86	35,00	66 956,00	3 452 596	886 348	4 338 944
Professionnels	2	1,30	40,00	2 276,00	115 068	11 322	126 390
Cols blancs	3	70,25	32,50	131 839,00	3 428 678	868 484	4 297 162
Cols bleus	4	36,59	38,50	92 489,00	2 339 061	646 928	2 985 989
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	143,00		293 560,00	9 335 403	2 413 082	11 748 485
Élus	9	10,00			472 600	80 037	552 637
	10	153,00			9 808 003	2 493 119	12 301 122

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13		124 978			124 978
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		224 773	172 466		397 239
Autres	16	796 857	717 596	1 442 205	162 149	3 118 807
	17	796 857	1 067 347	1 614 671	162 149	3 641 024

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	529 024	497 956
	4	529 024	497 956
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	535 121	949 850
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	535 121	949 850
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	41 964	91 238
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	799 075	317 496
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	4 630	61 659
	26	845 669	470 393
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	295 416	137 755
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	155 918	21 234
Autres	38		
	39	451 334	158 989
Réseau d'électricité			
	40		
	41	2 361 148	2 077 188

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
BOYER, Jean-Claude	Maire	84 023	17 401	18 470	
ARSENAULT, Mario	Conseiller	23 118	11 511		
BOUDRIAS, Chantale	Conseiller	26 098	13 049		
CAMIRAND, André	Conseiller	26 353	13 177		
CAZES, Sylvain	Conseiller	28 017	14 009		
DI CESARE, Johanne	Conseiller	30 129	14 524	541	271
	Conseiller				
LAPIERRE, Gilles	Conseiller	27 118	13 559		
LEMELIN, David	Conseiller	26 780	13 390		
PERRON, Mario	Conseiller	30 248	15 124		
ZULUGA, Natalia	Conseiller	3 012	1 506		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 1 707 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2 3

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 4 479 341 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 5 6

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	9	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	10	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	11	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	12	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	13	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	15	_____ \$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	16	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	17	_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

18 19

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

20 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

21 22

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021

23 713 904 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

24 25

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

26 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

27 28

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

29 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

30 31

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

32 33

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

34 35

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

36 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

37 38

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40 41

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

42 _____ \$

- b) autres formes d'aide

43 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 _____ \$

Facteur comparatif de 2021

45 _____

Valeur uniformisée

46 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 _____ \$

Systèmes de drainage

54 _____ \$

Abords de routes

55 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 _____

b) Date d'adoption de la résolution

61 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 62 63
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 64 525-11-19
- b) Date d'adoption de la résolution 65 2019-11-12
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67 2
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68 2
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70 2
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) 71 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72 _____
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73 432
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74 _____
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75 5
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76 77
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021
- | | |
|--|-------------------------|
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL | 78 <u>4 623 607 \$</u> |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 79 <u>6 911 653 \$</u> |
| Ministère des Transports | 80 _____ \$ |
| Ministère de la Culture et des Communications | 81 _____ \$ |
| Autres ministères/organismes | 82 _____ \$ |
| | 83 <u>11 535 260 \$</u> |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de
Ville de Saint-Constant

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Saint-Constant (ci-après « la Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850
Granby, 10 mai 2022

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | | |
|----|---|---|-------------------------------------|----|-------------------------------------|
| 1. | Est-ce que le rapport financier est consolidé? | 1 | <input checked="" type="checkbox"/> | 2 | <input type="checkbox"/> |
| | Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ». | | | | |
| | Si oui, présentez-vous le budget consolidé? | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> | 4 | <input type="checkbox"/> |
| 2. | La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? | 5 | <input checked="" type="checkbox"/> | 6 | <input type="checkbox"/> |
| 3. | Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? | 7 | <input type="checkbox"/> | 8 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 4. | Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? | 9 | <input type="checkbox"/> | 10 | <input checked="" type="checkbox"/> |

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

- | | | | | | | | |
|----|--|----|--------------------------|----|--------------------------|----|-------------------------------------|
| 5. | La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? | 11 | <input type="checkbox"/> | 12 | <input type="checkbox"/> | 13 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 6. | La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? | 14 | <input type="checkbox"/> | 15 | <input type="checkbox"/> | 16 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 7. | La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? | 17 | <input type="checkbox"/> | 18 | <input type="checkbox"/> | 19 | <input checked="" type="checkbox"/> |

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

- | | | | | | | | |
|----|--|----|--------------------------|----|--------------------------|----|-------------------------------------|
| 8. | Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? | 20 | <input type="checkbox"/> | 21 | <input type="checkbox"/> | 22 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| | Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? | 23 | <input type="checkbox"/> | 24 | <input type="checkbox"/> | | |

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

- | | | | | | |
|----|---|----|--------------------------|----|-------------------------------------|
| 9. | La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)? | 25 | <input type="checkbox"/> | 26 | <input checked="" type="checkbox"/> |
|----|---|----|--------------------------|----|-------------------------------------|

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	28 877 337
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	504 636
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	42 069
	11	29 424 042

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	3 025 306
Égout	13	2 215 833
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	2 635 299
Autres		
▪	16	
▪	17	
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	144 000
Service de la dette	20	2 105 000
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	10 125 438
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	10 125 438
	29	39 549 480

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	4 494
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	4 494

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	397 402
	9	397 402

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	401 896

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	18 820
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	18 820

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	420 716

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	2 940 027 507	x 0,6762 /100 \$	19 880 466				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	369 972 039	x 0,7439 /100 \$	2 752 222				
Immeubles non résidentiels	4	246 517 373	x 1,9715 /100 \$	4 860 090				
Immeubles industriels	5	15 033 105	x 2,6220 /100 \$	394 168				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	25 659 765	x 1,3523 /100 \$	346 997				
Immeubles forestiers	8		x /100 \$					
Immeubles agricoles	9	95 148 477	x 0,6762 /100 \$	643 394				
Total	10			28 877 337	()	()		28 877 337
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	13		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	14		x /100 \$					
Immeubles industriels	15		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16		x /100 \$					
Autres	17		x /100 \$					
Immeubles forestiers	18		x /100 \$					
Immeubles agricoles	19		x /100 \$					
Total	20				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	3 692 358 266 x	0,0142 /100 \$	504 636				
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	23		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	24		x /100 \$					
Immeubles industriels	25		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26		x /100 \$					
Autres	27		x /100 \$					
Immeubles forestiers	28		x /100 \$					
Immeubles agricoles	29		x /100 \$					
Total	30			504 636	()	()		504 636
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31		x /100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	33		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	34		x /100 \$					
Immeubles industriels	35		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36		x /100 \$					
Autres	37		x /100 \$					
Immeubles forestiers	38		x /100 \$					
Immeubles agricoles	39		x /100 \$					
Total	40				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41		x %		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>233,00 \$</u>
Égout	2 <u>\$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>193,00 \$</u>
Matières résiduelles	5 <u>271,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Consommation d'eau piscine	50,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Consommation d'eau commerce et logement	113,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Eau compteur	0,4100	5 - du 1 000 litres	Jusqu'à 318 m3
Eau compteur	1,0400	5 - du 1 000 litres	Excédent de 318m3

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	4 895 095	396 303		350 641	2 804 758	656 905
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	4 895 095	396 303		350 641	2 804 758	656 905

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Immeubles forestiers	Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	20 278 271			29 381 973
De secteur	2				
Autres	3			42 069	42 069
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	2 105 000			2 105 000
Autres	5	7 876 438			7 876 438
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	30 259 709		42 069	39 405 480

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	21	_____	\$
2022	22	_____	\$
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	23	_____	\$
2022	24	_____	\$
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :			
▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	
▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées?	31 <input checked="" type="checkbox"/>	32 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	33	_____	543 244 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	34	_____ \$
6. Date d'adoption du budget par le conseil	35	_____ 2022-01-26
7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	36	_____ 45 368 427 \$
8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37	_____ 6 421 669 \$
9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38	_____ 2 523 400 \$
10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	39	_____ \$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Sophie Laflamme, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Saint-Constant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 17 mai 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Saint-Constant.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Saint-Constant consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Saint-Constant détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-05-10 10:04:59

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>Réalisations 2020</u>	<u>Budget 2021</u>	<u>Réalisations 2021</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
					Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	46 658 948	48 164 809	47 767 840	14 174 385	50 802 745
Investissement	2	8 754 373	308 000	2 813 037		2 813 037
	3	55 413 321	48 472 809	50 580 877	14 174 385	53 615 782
Charges	4	47 270 678	42 552 369	48 198 369	14 713 554	51 473 576
Excédent (déficit) de l'exercice	5	8 142 643	5 920 440	2 382 508	(539 169)	2 142 206
Moins : revenus d'investissement	6	(8 754 373)	(308 000)	(2 813 037)		(2 813 037)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(611 730)	5 612 440	(430 529)	(539 169)	(670 831)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	6 553 278		7 290 429	729 600	8 020 029
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			182 854	22 275	205 129
Remboursement de la dette à long terme	10	(4 157 241)	(5 503 769)	(5 461 640)	(638 037)	(6 099 677)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(516 232)		(525 209)	(131 772)	(656 981)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 955 577	(108 671)	1 177 526	419 754	1 597 280
Autres éléments de conciliation	13	170 239		1 317 226		1 317 226
	14	4 005 621	(5 612 440)	3 981 186	401 820	4 383 006
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	3 393 891		3 550 657	(137 349)	3 712 175

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021	2020
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	3 022 116	8 000 433	11 958 684
Débiteurs	2	27 233 578	24 711 696	26 972 244
Placements de portefeuille	3	331 426	341 212	341 212
Autres	4	36 600	34 600	56 641
	5	30 623 720	33 087 941	39 328 781
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	92 128 212	104 747 824	110 868 856
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			1 741 312
Autres	9	24 643 969	23 180 160	25 867 762
	10	116 772 181	127 927 984	138 477 930
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(86 148 461)	(94 840 043)	(99 149 149)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	206 570 252	216 936 249	230 644 871
Autres	13	328 379	1 036 472	1 175 025
	14	206 898 631	217 972 721	231 819 896
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	4 018 893	6 783 880	7 077 936
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 483 413	17 243	1 199 305
Réserves financières et fonds réservés	17	433 269	333 643	474 459
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	460 282)	452 330)	2 412 566)
Financement des investissements en cours	19	(10 753 116)	(8 133 488)	(6 877 321)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	126 027 993	124 583 730	133 208 934
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			135 655 850
	22	120 750 170	123 132 678	132 670 747
				130 528 541

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget suivant	23		1 466 170
▪ Déneigement	24	17 243	17 243
▪	25		
▪	26		
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	17 243	1 483 413
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	1 182 062	998 414
	34	1 199 305	2 481 827
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
	35	333 643	433 269
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36	140 816	126 596
	37	1 673 764	3 041 692

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	101 130 682
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	108 606 009

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	206 350	188 405
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	73 982 184	61 840 929
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	24 520 433	24 125 870
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	12 876 421	12 423 898
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	111 585 388	98 579 102

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalizations 2020	Budget 2021	Réalizations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	36 800 384	37 910 222	37 629 533	37 629 533
Compensations tenant lieu de taxes	12	463 707	414 913	422 741	422 741
Quotes-parts	13				277 030
Transferts	14	3 450 634	889 232	925 472	1 137 885
Services rendus	15	1 409 316	2 503 653	1 902 809	3 724 884
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	3 979 814	3 474 500	6 206 364	6 960 907
Autres	17	555 093	2 972 289	680 921	649 765
	18	46 658 948	48 164 809	47 767 840	50 802 745
Investissement					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21	8 186 749	94 000	2 715 552	2 715 552
Autres	22	567 624	214 000	97 485	97 485
	23	8 754 373	308 000	2 813 037	2 813 037
	24	55 413 321	48 472 809	50 580 877	53 615 782

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
Administration générale	1	8 459 502	7 898 677	493 749	8 392 426	8 392 426	8 189 879
Sécurité publique							
Police	2	5 978 094	5 968 466		5 968 466	7 370 687	6 396 724
Sécurité incendie	3	3 672 514	3 672 514		3 672 514	4 770 421	4 009 267
Autres	4	218 154	224 619	2 213	226 832	226 832	156 742
Transport							
Réseau routier	5	3 439 695	2 715 233	2 945 792	5 661 025	5 661 025	5 304 142
Transport collectif	6	2 274 349	2 253 569		2 253 569	2 253 814	2 402 029
Autres	7	1 823 043	2 301 973	40 854	2 342 827	2 342 827	2 709 305
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	4 170 647	4 005 675	2 517 975	6 523 650	6 870 887	7 035 222
Matières résiduelles	9	1 882 969	1 664 975	1 576	1 666 551	1 666 551	2 182 576
Autres	10	271 875	171 542		171 542	171 542	10 292
Santé et bien-être	11						
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 309 369	1 204 952	21 892	1 226 844	1 226 844	1 265 368
Promotion et développement économique	13						49 829
Autres	14						
Loisirs et culture	15	6 426 752	6 464 597	1 266 378	7 730 975	7 952 858	6 891 825
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	2 625 406	2 361 148		2 361 148	2 566 862	2 308 936
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	42 552 369	40 907 940	7 290 429	48 198 369	51 473 576	48 912 136
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		7 290 429 (	7 290 429)			
	21	42 552 369	48 198 369		48 198 369	51 473 576	48 912 136

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>Réalisations 2020</u>	<u>Réalisations 2021</u>		<u>Total consolidé¹</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
Revenus d'investissement	1	8 754 373	2 813 037		2 813 037
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	27 782 607 )(	18 910 171 )(	355 039 )(	19 265 210)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	52 408 )(	73 267 )(	)	73 267)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	24 691 993	17 273 734	1 124 483	18 398 217
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	516 232	525 209	131 772	656 981
Excédent accumulé	6	555 900	991 088	272 270	1 263 358
	7	(2 070 890)	(193 407)	1 173 486	980 079
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	6 683 483	2 619 630	1 173 486	3 793 116

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, page S14